

FLN Benhamouda à la tête d'un «comité des sages»

Abdelaziz Belkhadem a installé, hier, au siège du FLN à Hydra une nouvelle instance pour le parti. Dénommée «comité des sages», cette nouvelle structure constituera, à coup sûr, l'organe de décision «réel» pour l'ex-parti unique.

Présidé par l'ancien secrétaire général du parti, Boualem Benhamouda, le «comité des sages» est composé d'une quarantaine de personnalités. On y trouve ainsi l'actuel président de l'APN, Abdelaziz Ziari, son prédécesseur Amar Saïdani.

Deux ministres, à savoir celui de la Santé, Djamel Ould-Abbès, et des Transports, Amar Tou, ainsi que de nombreux anciens hauts responsables du parti ou de l'Etat. Ses missions sont d'ailleurs claires. «Le comité des sages déterminera les orientations politiques du parti, engagera des réflexions sur tous les sujets et questions d'importance et assistera le secrétaire général dans la conduite des affaires du parti», nous a-t-on indiqué au niveau de la direction nationale du FLN.

Il faut préciser que, contrairement aux habitudes, le vieux parti n'a invité, pour la cérémonie d'installation d'hier, que l'ENTV, l'APS et la Radio nationale.

Kamel Amarni

INCURSION DE DEUX ÉLÉMENTS ARMÉS AU VILLAGE EL-BIR Deux villageois délestés d'importantes sommes d'argent

Deux citoyens du village d'El-Bir, dans la commune de Maâtkas (20 km au sud-ouest de Tizi-Ouzou), ont été délestés d'importantes sommes d'argent par deux éléments armés de kalachnikovs qui ont fait irruption dans la nuit de vendredi, dans un sentier menant vers le hameau d'Imoussathen. On ignore pour l'heure s'il s'agit d'un groupe terroriste ou d'un acte relevant du banditisme. Ainsi, on croit savoir que l'un des citoyens molesté par ces deux éléments armés, qui ont agi à visage découvert, a été délesté de 30 millions de centimes. Les deux inconnus ont ensuite pris la fuite vers le CW 128. Une plainte a été déposée auprès de la police judiciaire de la Sûreté de la daïra de Maâtkas et une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de ce qui s'est passé durant cette nuit dans ce paisible village limitrophe de la daïra de Draâ-Ben-Khedda.

A. Idir

RELIZANE Une peine de 7 ans à l'encontre d'un terroriste

Une peine de 7 années de réclusion criminelle a été prononcée, hier, à l'encontre d'un individu répondant aux initiales de D. A., pour appartenance et participation à des incursions terroristes, a-t-on appris d'une source fiable.

La genèse de l'affaire remonte au 16 décembre 2007, lorsque le terroriste en question, ayant bénéficié des mesures de la charte portant réconciliation nationale, s'est présenté aux services de sécurité pour dénoncer un ancien ami terroriste, appartenant au groupe activant sous la bannière de «Katibat Al Ahouel», dans la région de Khemis Meliana-Tissemsilt, qui lui a proposé de réintégrer leur groupe.

Selon ses dires, il avait reçu un coup de fil d'un terroriste connu sous le nom de «Abou Hamam». Après délibération, une peine de sept ans de prison ferme a été prononcée à son encontre par la cour de Relizane.

A. Rahmane

RÉSEAUX SOCIAUX SUR INTERNET Attention à votre vie privée

Les internautes doivent faire attention aux données et aux opinions personnelles publiées dans Facebook ou Twitter, d'autant que ces réseaux sociaux peuvent être des vecteurs de la cybercriminalité et que la vie privée n'est pas protégée par la loi.

Chérif Bennaceur -

Alger (Le Soir) - Les révoltes, les bouleversements survenus dans le monde arabe ont été aidés, favorisés par les réseaux sociaux virtuels (Facebook, Twitter...), en ce qu'ils permettent une diffusion rapide de l'information. Une observation admise par le chargé de la délinquance économique à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), Abdelkader Mustfaoui, qui était hier l'invité de la rédaction de la Chaîne III de la Radio nationale.

Certes, le représentant de la DGSN a reconnu le droit à tout citoyen d'adhérer à ces réseaux, accéder aux informations diffusées et s'y exprimer, notamment sur son pays. Et ceci «du moment que c'est ouvert au public» et que «ce qui n'est pas interdit ne constitue pas une infraction à la loi pénale», précise M. Mustfaoui. Et cela même si la DGSN connaît l'existence des mouvements de hackers, notamment Anonymous, qui agissent pour le libre accès des populations à internet.

Néanmoins, le représentant de la DGSN a estimé que les internautes doivent faire attention aux données et opinions personnelles, voire intimes qui sont publiées sur ces sites et qui doivent être protégées par la loi. Mais, concède-t-il, la législation en matière de protection des données personnelles, de la vie privée

fait défaut, et l'élaboration d'un dispositif législatif nécessite de définir ces données et de mettre en place des mécanismes de protection appropriés.

En ce sens, le représentant de la DGSN appelle les internautes à «faire preuve de discernement», à «réfléchir», notamment au lieu d'hébergement de Facebook (les États-Unis). Mais aussi au fait que les données, les photos publiées sont accessibles à tout le monde, peuvent faire l'objet d'une utilisation malveillante, voire contraire à l'intérêt national, laisse-t-il entendre, et que des «limites» s'imposent.

Et dans la mesure où les réseaux sociaux peuvent être des vecteurs de la cybercriminalité, dira Abdelkader Mustfaoui, en ce qu'ils permettent la divulgation de données personnelles, la propagation

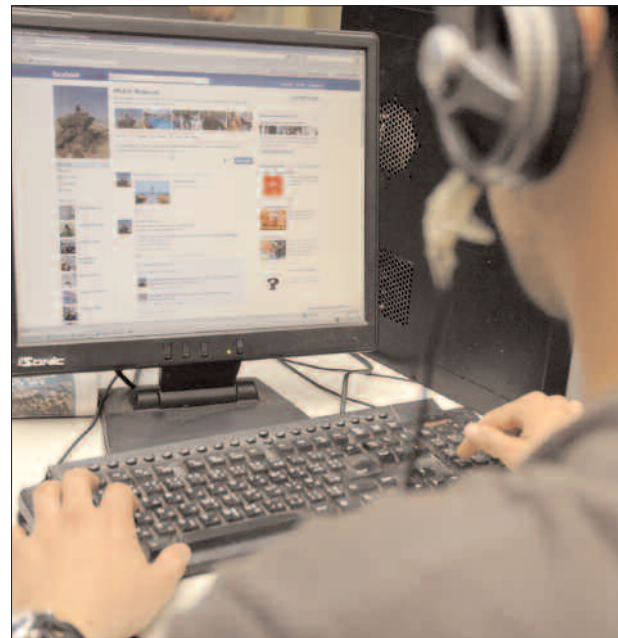


Photo : Samir Sid

Les réseaux sociaux, une mine d'informations.

d'œuvres artistiques ou littéraires contrefaites, voire la propagation de la pédophilie. Il s'agit, insiste le représentant de la DGSN, de «sensibiliser» les jeunes de même que les utilisateurs des réseaux Wifi, l'implication des fournisseurs de services Internet étant primordiale au titre de la loi. Cela

même si M. Mustfaoui constate que l'anonymat qu'offre internet constitue un obstacle pour les enquêtes criminelles et qu'il est difficile parfois de localiser un criminel qui se connecte à partir d'un cybercafé ou d'un réseau Wifi public ou privé non sécurisé.

C. B.

CYBERCRIMINALITÉ FINANCIÈRE L'Algérie n'est pas encore menacée

L'Algérie n'est pas encore fortement menacée par la cybercriminalité financière selon le chargé de la délinquance économique à la DGSN. Dans la mesure où le commerce électronique et le e-banking ne sont pas encore assez développés pour permettre le développement de cette forme de criminalité. Cela même si la DGSN a traité, en janvier et mars 2010, deux grandes affaires impliquant des hackers algériens liés à des organisations criminelles internationales et spécialisés dans le vol de données bancaires à l'étranger. Et cela même si la DGSN a pris conscience de la menace cybercriminelle depuis plus d'une décennie et a préparé une stratégie de riposte et de prévention, d'autant qu'un dispositif légal réprime l'atteinte aux systèmes automatisés de données. A ce propos, Mustfaoui Abdelkader a indiqué que 12 affaires d'atteinte aux systèmes de données et 56 affaires de criminalité classique liée aux TIC ont été traitées durant les années 2009 et 2010.

C. B.

ZONE D'EXCLUSION AÉRIENNE EN LIBYE Le RCD fustige la position du gouvernement

Particulièrement actif notamment depuis l'éruption des révoltes populaires dans le monde arabe, le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) suit, tout en militant pour le changement radical du système en Algérie, de près ce que les peuples voisins accomplissent pour se débarrasser des dictatures qui les gouvernent. Le parti de Saïd Sadi n'a pas, aussi, loupé de relever et de commenter la position algérienne par rapport à la proposition de la Ligue arabe à l'ONU d'établir une zone d'exclusion aérienne en Libye.

Sofiane Aït-Iffli - Alger (Le Soir)- Le RCD a estimé, dans un communiqué rendu public hier dimanche, que cette position algérienne «ne manquera pas de faire écho à l'accusation de l'opinion libyenne qui impliquait Alger dans l'assistance logistique accordée au dictateur de Tripoli pour convoier ses mercenaires».

Ceci après avoir fait remarquer, comme de bien entendu, que «l'Algérie et la Syrie sont les deux seuls pays à avoir voté contre la proposition de la Ligue arabe. (...) s'agissant de Damas, la position est conforme à une vieille tradition de massacre des populations civiles par la famille qui règne en Syrie depuis plus de quarante

ans». Cette remarque consignée, le parti de Saïd Sadi a relevé aussi qu'au moment où la Tunisie et l'Égypte se sont libérées des systèmes despotiques, la Libye étant inscrite sur la même voie et que le Maroc préconise une monarchie parlementaire, «le chef de l'Etat qui avait manifesté quelques signes de fébrilité se rebiffe et déclare par la voix de son ministre des Affaires étrangères qu'il ne «cèdera sur rien». En cette réorientation du discours officielle, le RCD lit une volonté des dirigeants algériens à maintenir le pays comme le seul pays antidémocratique dans la région. «A suivre le souhait des dirigeants, l'Algérie aurait donc

vocation à demeurer le seul no man's land antidémocratique de tout le nord de l'Afrique ; une espèce de seconde Corée du Nord étouffée par une famille prédatrice à prétention dynastique adossée à un service de renseignement aussi tentaculaire qu'archaïque», écrit encore le parti, ajoutant que «les manœuvres visant à manipuler la contestation générale pour l'intégrer dans les règlements de compte claniques sont politiquement vaines. Ni l'immobilisme, ni les manipulations, ni les raidissements épisodiques du pouvoir ne pourront enrayer l'aspiration de nos concitoyens au changement».

S. A. I.